tenir à d'autres groupements, associations ou alliances, ou, bien entendu, d'adopter une politique de non-alignement. Ils ne sont pas tenus de prêter leur assistance à un autre membre en cas d'agression, quoique la décision de l'un d'entre eux de ne pas agir, en un tel cas, ne manquerait pas d'inquiéter les autres. Au début, les relations commerciales étaient la principale source de cohésion. Puis, avec le processus naturel de la croissance économique et de la libéralisation du commerce multilatéral survenu après la Seconde Guerre mondiale, le système préférentiel du Commonwealth a perdu de son importance. L'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne, le 1er janvier 19737, devait lui porter un autre coup. Cependant les liens commerciaux entre les pays du Commonwealth, d'un point de vue général, gardent leur importance, surtout du point de vue des nations en développement que la Grande-Bretagne d'ailleurs s'est efforcée d'aider dans leurs négociations avec la CEE, afin que celle-ci leur accorde, à titre de pays associés, des conditions favorables à leur croissance économique.

Le Commonwealth, il faut le souligner, est une association internationale et n'est donc pas, au contraire des Nations Unies ou de l'Organisation des États américains, une organisation internationale dotée d'une charte assignant des pouvoirs et des responsabilités, d'une hiérarchie s'appuyant sur des conseils et des comités chargés d'adopter — à la majorité — des résolutions officielles, sur diverses questions politiques et autres d'ordre international, après les avoir officiellement débattues. Le Commonwealth ne possède enfin aucun organe exécutif permanent. Il n'a pas été créé à un moment défini par la volonté de ses membres de poursuivre une politique particulière ou de s'attaquer à la résolution de problèmes précis. Au contraire, le Commonwealth a évolué lentement, au rythme des initiatives et des aspirations de ses membres, et, à leur demande, il a mis en œuvre divers programmes et activités dans de multiples domaines.

Le Secrétariat du Commonwealth

Cependant, en 1975, les chefs de gouvernement du Commonwealth décidaient de doter l'association d'un Secrétariat afin de faciliter la

Bien que l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE ait entraîné la fin de l'accord commercial qu'il avait conclu avec le Royaume-Uni ainsi que l'abolition des tarifs préférentiels dont il jouissait sur le marché britannique, le Canada n'a pas encore modifié les arrangements préférentiels dont la Grande-Bretagne et d'autres pays du Commonwealth bénéficient sur son marché. De plus, un traitement préférentiel mutuel a été accordé à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande et des produits provenant de pays faisant partie des Antilles du Commonwealth bénéficient d'un accès préférentiel aux marchés canadiens.